

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 02 Octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIVALIS

31 rue de L'Atlantique
BP 605
85000 La Roche-Sur-Yon

Références : D 24.0378
Code AIOT : 0006305096

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2024 dans l'établissement TRIVALIS implanté Les Landes Franches 85670 Saint-Christophe-du-Ligneron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVALIS
- Les Landes Franches 85670 Saint-Christophe-du-Ligneron
- Code AIOT : 0006305096
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Trivalis exploite une usine de tri mécano biologique des ordures ménagères, une unité de fabrication de combustibles solides de récupération (CSR) à partir de refus de l'usine et de 3 autres usines extérieures, et une installation de stockage des refus de tri de l'usine.

Le site est autorisé par un arrêté préfectoral initial du 18 décembre 2009. La fabrication de CSR a été autorisée par arrêté préfectoral du 13 décembre 2021.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Sans objet
8	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	Sans objet
9	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site effectue correctement la mise à jour régulière du registre national des déchets (RNDTS), selon la fréquence imposée. Il dispose également d'un accès sur l'application Trackdéchets.

Les 3 campagnes d'analyse portant sur les per- et polyfluoroalkylées (PFAS) ont bien été réalisées et les données enregistrées sur l'applicatif GIDAF.

L'exploitant doit toutefois approfondir sa connaissance sur les différents produits présents sur son site, pour en exclure la présence de ces PFAS, notamment un agent d'extinction moussant présent dans la défense incendie du hall de réception des ordures ménagères.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Lors de la visite, aucune liste de PFAS n'a été présentée à l'inspection. L'exploitant dispose des

fiches de données et de sécurité des produits présents sur son site, mais il ne les a pas exploitées pour rechercher la présence de PFAS dans ces produits.

Pour répondre à l'arrêté ministériel, il a fait le choix de rechercher dans ses rejets tous les paramètres PFAS listés dans l'arrêté ministériel.

L'exploitant s'est engagé à établir la liste de tous les produits présents sur son site, et d'identifier s'ils contiennent ou non des PFAS. Un échange avec les fournisseurs est également prévu en lever des doutes (exemple de l'agent d'extinction moussant présent dans le hall de réception des ordures ménagères).

Ce point de contrôle fait l'objet d'une demande d'action corrective.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit lister l'ensemble des produits et substances présents et utilisés sur son site, y compris au niveau de la station de traitement des lixiviats.

Les fiches de données et de sécurité doivent être exploitées, mais en l'absence d'informations précises dans celles-ci et de doutes, les fournisseurs doivent être contactés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'exploitant a bien effectué les 3 campagnes d'analyses PFAS imposées au niveau de ses rejets en lixiviats traités (effluents issus de l'usine de tri mécano biologique et de l'installation de stockage de déchets). Tous les paramètres de l'arrêté ministériel ont été retenus pour celles-ci (20 PFAS obligatoires, l'AOF et les autres PFAS).

Les prélèvements ont été effectués par le LEAV85 qui a installé son propre équipement au point de rejet des lixiviats traités vers le milieu naturel. Les prélèvements ont été effectués sur 24h sur un échantillonnage proportionnel au temps, et selon la norme fixée FD T90-523-2.

Les 3 campagnes ont été réalisées aux dates suivantes :

> 13-14 mars 2024

> 17-18 avril 2024

> 15-16 mai 2024

Ensuite, le LEAV85 a sous-traité au laboratoire Inovalys d'Angers les analyses spécifiques PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

<p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour tous les prélèvements, le LEAV85 bénéficie d'une accréditation Cofrac n°1-1064 et respecte la norme FD T90-523-2.</p> <p>Pour les analyses, le laboratoire Inovalys s'est appuyé sur son laboratoire de Nantes et d'Angers.</p> <p>Le laboratoire d'Angers bénéficie d'une accréditation Cofrac n°5752-1-1 portant sur les 20 PFAS obligatoires.</p> <p>Le laboratoire de Nantes ne bénéficie pas de la même accréditation, mais il n'a réalisé que les analyses portant sur l'AOF, le 2-perfluorohexyl ethanol (6 : 2) (6 : 2 FTOH) et le 2-perfluorooctyl ethanol (8 : 2) (8 : 2 FTOH) ne faisant pas partie des 20 PFAS obligatoires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors des 3 campagnes de prélèvements, le site était bien en période de rejet de ses lixiviats traités. Pour cette vérification, l'inspection s'est appuyée sur les rapports mensuels d'activité du sous-traitant Ovine chargé du traitement et des rejets des effluents du site.</p> <p>Les 3 rapports d'analyse du LEAV85 mentionnent des prélèvements sur 24 heures avec un type d'asservissement proportionnel au temps. Il n'est fait mention d'aucune difficulté pour ces prélèvements effectués selon la norme FD T90-523-2.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOI) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification (LQ) de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de</p>

quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

Constats :

Sur les rapports d'analyse, les limites de quantifications sont bien précisées dans une colonne nommée LQ. Ces limites varient selon les paramètres recherchés et sont au maximum de :

* 0,100 µg/l pour les tous PFAS

* 2 µg/l pour l'AOF

Les limites de quantifications sont bien respectées.

Sur les 3 campagnes d'analyses, l'inspection note que ce sont les mêmes paramètres qui sont mesurés au delà de leur LQ :

> Acide perfluoro-n-butanoïque (PFBA) : 0,22 µg/l en moyenne

> Acide perfluorobutane sulfonique (PFBS) : 0,257 µg/l en moyenne

> Acide perfluoro-n-hexanoïque (PFHxA) : 0.29 µg/l en moyenne

> Acide perfluoro-n-pentanoïque (PFPeA) : 0,157 µg/l en moyenne

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'exploitant a bien rempli les résultats d'analyse dans l'application GIDAF (3 campagnes d'analyses reportées).

Sur la campagne de mars 2024, le rapport complet d'analyse n'avait pas été téléversé, mais il a bien été communiqué à l'inspection en parallèle. La date du 19 mars 2024 mentionnée pour le prélèvement est erronée puisqu'il a été effectué le 13 mars 2024 (le 19 mars étant la date de réception de l'échantillon au laboratoire Inovalys). Cette erreur de date n'a pas d'incidence sur les données saisies.

La colonne "*Remarque d'analyse*" mentionne toujours "*Résultat > LQ*" quel que soit le paramètre, ce qui n'est vrai que pour 4 paramètres.

Les valeurs ayant été saisies sous GIDAF, l'inspection considère ce constat comme conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Bien que les concentrations en PFAS aient déjà été saisies sur GIDAF, les autres informations saisies doivent être corrigées ou complétées selon les remarques ci-avant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.

Constats :

L'inspection a vérifié que l'exploitant dispose d'un compte Trackdéchets et qu'il expédie régulièrement les déchets dangereux générés par le site (fûts vides souillés, huiles, aérosols, etc.).

Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1^{er} janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

[...]

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

Constats :

Les déchets réceptionnés sur l'usine sont entièrement dirigés vers le process de tri mécano biologique.

Les refus de tri de l'usine sont ensuite pesés (en double pesée) avant d'être dirigés vers l'installation de stockage présente sur le même site.

L'assistante du site est chargée de vérifier les saisies sur le logiciel relié au pont bascule (avec système de carte d'identification). Elle transmet ensuite par courriel de manière hebdomadaire aux bureaux de Trivalis le registre RNDTS au format CSV, et un rapport d'exploitation.

Au sein de Trivalis et après vérification, un agent est chargé de téléverser les registres reçus au format CSV vers l'application RNDTS. L'inspection a bien constaté que les données y sont téléversées de manière hebdomadaire.

Pour l'installation de stockage de déchets, les saisies de données ont été rattrapées depuis janvier 2022.

Ce constat est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Incident/Accident

Prescription contrôlée :

Article R512-69

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site a subi 2 incidents en 2024.

Déchirure BSA sur CB6 :

L'exploitant avait signalé le 26 juillet 2024 une déchirure découverte sur la diguette du casier CB6. Après investigations, et transmission d'un rapport d'incident, l'exploitant a constaté que toute la diguette avait été endommagée suite à des travaux réalisés plus tôt dans l'année.

Des résurgences de lixiviats avaient été observées en partie haute du massif de déchets, et

s'accumulaient le long de la diguette. L'exploitant avait mandaté une entreprise pour mettre en place un massif drainant le long de la diguette.

Lors des travaux pour ôter les déchets avant mise en place des graviers drainants, la BSA a été endommagée. L'ampleur des dégâts n'a été constatée que plus tardivement. L'entreprise fautive a effectué en septembre 2024 les travaux de réparation qui ont été contrôlés par un bureau d'étude indépendant (avec contrôle de toutes les soudures sur PEHD).

L'inspection a pu constater sur site la concordance des travaux et du rapport de contrôle du 26 septembre 2024.



Incendie dans le sécheur CSR :

L'unité de fabrication de CSR a connu un départ d'incendie au niveau du sécheur de CSR le 9 septembre 2024. L'exploitant avait transmis la fiche incendie sans délai.

Cet incident s'est produit en sortie du tapis roulant de séchage des CSR, et a consumé une petite partie de la bande perforée.

Le système d'extinction a correctement fonctionné, sauf en sortie du sécheur par manque d'une buse d'aspersion. En retour d'expérience, une buse supplémentaire d'extinction sera ajoutée en bout de ligne.

La nouvelle bande de transport était déjà présente pour la réparation.



Type de suites proposées : Sans suite